

Pouvoir d'achat : augmenter les salaires

Karl Marx nous l'a expliqué depuis bien longtemps : la seule façon de créer des richesses est le travail humain. Les matières premières qui entrent dans l'usine sont transformées par le travail des ouvriers, et le produit fini a une valeur supérieure. La différence est la plus-value. Elle sert à payer les salaires, et le solde est le profit.

On voit donc que pour augmenter ses profits, le capital a une double stratégie.

D'abord faire en sorte que la même heure de travail soit plus « productive ». En augmentant les cadences, et en améliorant les techniques de fabrication, ce sont les « gains de productivité ».

Ensuite en baissant les salaires. Le salaire direct, bien sûr, celui qu'on touche à la fin du mois, et le salaire différé, celui qui paye les retraites et la santé.

Comment le capital s'y prend-il pour baisser les salaires ? D'abord par la pression idéologique : augmenter les salaires est un gros mot ! Le gouvernement, la presse, le patronat nous le dit tous les jours, sur tous les tons ! Ensuite en mettant les salariés en concurrence. Et comment donc ? Facile : le chômage et la précarité sont une formidable pression sur le peuple qui en souffre. Pour la bourgeoisie, chômage et précarité ne sont pas le problème, c'est la solution ! Et les salaires sont poussés à la baisse.

Ensuite par la concurrence au niveau mondial : le risque de délocalisation est un danger si réel que, là aussi, les salariés sont incités à accepter des salaires en baisse.

La concurrence entre les salariés est le seul cas où la concurrence fait baisser les prix !

Parce que les prix, justement, montent. D'abord ceux de nos défunts services publics habilement livrés à l'appétit féroce du capital : l'eau, l'énergie, les transports, la santé, la poste, l'éducation. Plus c'est privé, plus c'est cher ! Et le service est moins bon : les avions tombent, les trains déraillent, les « incidents » dans les centrales nucléaires se multiplient.

Ensuite les prix de la vie de tous les jours sont aussi en hausse. La spéculation sur les matières premières n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

Tout ceci contribue la baisse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire du salaire réel : même avec plus d'argent, on achète moins.

Et les économistes savent mesurer précisément cette baisse des salaires : en vingt ans, la répartition de la richesse nationale entre salaires et capital a bougé de 10% ... en faveur du capital. Ces 10% font 100 milliards d'euros chaque année. Quand on ramène cette somme astronomique par salariés et par mois, on trouve que, chaque mois, de chaque année, et depuis vingt ans, il manque 400 euros sur la fiche de paye !

Ceci veut dire que des augmentations de salaires de 30, 40 ou 50% sont tout à fait légitimes, et ne dépendent que de la mobilisation populaire.

D'ailleurs de telles augmentations de salaires, certes, ça n'arrive pas souvent, mais ça c'est déjà produit, quand le peuple a eu la capacité de se mobiliser. En 1936, après un grand mouvement populaire; en 1945, après la libération, où l'honneur de la France bafoué par la bourgeoisie a été lavé par le peuple de France mobilisé par le Parti Communiste Français, et encore en 1968, qui vu un grand mouvement ouvrier mobiliser le pays entier.

Et qu'est-ce qui nous empêche d'exiger notre dû ?

René Dèhère



Annie Lacroix-Riz

le 4 octobre 2008

à la MEP

1, place Georges Lyon à Lille

Présente son nouveau livre

De Munich à Vichy :

l'assassinat de la III^e République
(1938-1940)

Annie Lacroix-Riz a Lille le 4 octobre

Annie Lacroix-Riz est ancienne élève de l'école normale supérieure (Sèvres), agrégée d'histoire, docteure-ès-lettres, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot.

La cellule Pierre Simonot, la Coordination Communiste et le PRCF organisent conjointement le 4 octobre à la Maison de l'Éducation Populaire (la MEP, 1 place Georges Lyon) une réunion publique.

La bourgeoisie a inventé l'histoire « officielle », et elle cherche à la faire breveter par des historiens « raisonnables » et des journalistes complaisants. Dans cette histoire-là, le capitalisme se met en scène : il est bon et efficace ! Il efface ses trahisons, gomme sa cupidité, nie sa haine du peuple.

Annie Lacroix-Riz, l'historienne qui décoiffe, va chercher la vérité dans les faits, dans les documents d'archives, dont elle est une spécialiste. Elle avait déjà montré que la bourgeoisie ne s'était contentée de collaborer après la défaite de 1940, mais avait construit une entente avec l'ennemi dès l'entre-deux-guerres dans son livre « Le choix de la défaite ».

Son nouveau livre « De Munich à Vichy : l'assassinat de la III^e République (1938-1940) » montre comment les classes dirigeantes et leurs auxiliaires politiques (« républicains » compris) ont organisé et organiquement lié la trahison nationale et la guerre contre la classe ouvrière et ses défenseurs.

Pourquoi se passionner pour des événements vieux de 70 ans ? Parce que leurs connaissances nous apportent une compréhension très actuelle sur la guerre de classe que mène avec âpreté le capitalisme d'aujourd'hui : sa haine de l'État, lieu de régulation, sa cupidité qui cherche la baisse des salaires, son combat dans le domaine des idées qui réécrit l'histoire.

Parce qu'Annie Lacroix-Riz nous donne des billes pour organiser la résistance !

En prison, travail pas cher !

Le Ministère de la Justice vient d'envoyer aux entreprises de la région une publicité pour le travail pénitentiaire. Il y est vanté les avantages du système : proximité (il y a toujours une prison près de chez vous), capacité (on ne manque pas de détenus), réactivité, flexibilité et respect des délais (on les a bien en main), maîtrise des coûts (ce n'est pas cher), savoir faire (et à force, ils sont bons).

Ces conditions sont vraiment idéales pour le patron : il n'y a pas de contrat de travail, et la rémunération nette ne peut pas excéder 200 € par mois.

On comprend mieux l'idéal répressif du gouvernement : fournir au patronat une main d'œuvre enfin abordable ! Son admiration pour la politique étasunienne en est d'autant plus inquiétante (voir au recto notre article « Les mots ont un sens »)

Retrait des troupes en Afghanistan – Retrait de l'OTAN

Se rapprochant ostensiblement du commandement militaire de l'OTAN, la France connaît, à l'instar des autres pays qui le composent, le prix du sang en Afghanistan. Le bilan de l'embuscade du 18 août 2008 à Surobi, à une cinquantaine de kilomètres de Kaboul, le montre : 10 morts français et une cinquantaine de blessés. Si des dizaines de soldats de cette coalition ont déjà été tués, c'est par centaines qu'on compte les victimes afghanes, en grande majorité des civils. La dernière bavure en date : 90 victimes, femmes et enfants compris, lors d'un raid aérien de l'OTAN, le 22 août, dans l'ouest du pays.

Comme les cercueils de soldats nord-américains revenant d'Irak et d'Afghanistan l'ont fait dans l'opinion publique aux Etats-Unis, ces morts suscitent de plus en plus d'interrogations et de contestation sur les objectifs de l'engagement de troupes françaises en Afghanistan. Selon un sondage de l'institut CSA publié par *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, vendredi 22 août, plus de la moitié des Français estime qu'il faut retirer les troupes françaises d'Afghanistan. Parmi les personnes interrogées, 55 % estiment qu'*«il faut retirer les troupes car la France s'enlise dans un conflit sur lequel elle n'a pas de prise»*.

Loin d'envisager leur retrait, Sarkozy en rajoute sur l'engagement de la France dans la «guerre contre le terrorisme» lancée par Bush, entonnant les mêmes refrains qui servent de justification depuis des années à toutes les guerres d'agression contre les pays et les peuples, pour le contrôle des matières premières, du pétrole, du gaz, et des pipelines qui servent à les acheminer vers les métropoles impérialistes.

La France, pays ligue des Etats-Unis, n'a donc pas tardé à emboîter le pas de son mentor, puisqu'une base militaire française va être installée dès 2009 à Abu Dhabi. Cette base navale destinée à accueillir les navires de guerre français, y compris les sous-marins porteurs d'armes nucléaires, sera implantée au débouché du détroit d'Ormuz en face de l'Iran, dans une zone considérée comme stratégique pour l'approvisionnement énergétique. C'est aussi la première fois depuis la décolonisation qu'une base militaire française sera implantée à l'étranger. Sa signification politique est sans équivoque.

Devant la situation politique de cette zone « sensible », une telle décision apparaît comme une provocation dans les rapports avec l'Iran et comme un premier pas vers une action éventuelle de guerre contre ce pays. Elle rajoute de la tension dans une région qui a besoin de dialogues et d'initiatives diplomatiques internationales de paix.

Aujourd'hui, la France et les Etats-Unis demeurent les seuls pays à maintenir des bases militaires en dehors de leur territoire. Cette stratégie de quadrillage de la planète basant la sécurité du monde sur la militarisation, est illustrée par les bases que les USA cherchent à implanter en République tchèque et en Pologne dans le cadre de leur bouclier antimissile, aux frontières directes avec la Russie. Une telle politique, poussée à ce point, ne s'était plus vue depuis les années 50 et la Guerre de Corée. C'est dans cette OTAN, dans cette politique belliciste à l'avenir incertain, que Sarkozy veut engager notre pays.

En se rapprochant des Etats-Unis, la France endosse une vision manichéenne de «la guerre des civilisations» qui domine à l'O-

TAN. Elle risque d'entraîner toute l'Union européenne à ne devenir qu'un simple «pilier européen» de l'OTAN, source de nouvelles dépenses militaires au détriment des immenses besoins en matière de santé, d'éducation, de protection sociale, ...

En exigeant le retrait de l'Afghanistan et en disant "non" à l'alignement de la France sur l'OTAN, nous contribuons concrètement à combattre la politique de guerre de l'impérialisme. Faisons grandir cette exigence partout, dans le mouvement ouvrier et syndical, dans la jeunesse, dans le mouvement populaire.

Capitaine Martin

Rentrée des classes : agression contre le peuple !

Moins de professeurs pour nos enfants, moins de crédits pour l'aide scolaire par les Centres Sociaux, semaine de quatre jours, diminution des enseignements « sensibles » comme l'Histoire, la bourgeoisie ne sait plus quoi inventer dans sa haine du peuple pour détruire l'école publique. Elle poursuit en agissant ainsi un double but.

Le premier but est de saboter la formation de nos enfants : la bourgeoisie préfère un peuple ignare et mal formé, c'est plus facile à dominer. Le deuxième but est d'étouffer l'école publique afin de favoriser l'école privée. La raison est simple quand on connaît la cupidité du capital : il n'y a pas un rond à gagner dans le public, alors que le privé est tout à fait juteux.

Et soyez convaincu que les enfants de bourgeois ne pâtiront pas de ces attaques contre l'école : leurs parents ont tous les moyens qu'il faut pour leur donner une éducation raffinée qui en feront, quand ils seront grands, de beaux exploiters, comme leurs parents !

Les mots ont un sens

C'est quand même bizarre que Georges Bush parle en permanence de droits de l'homme et de démocratie et donne des leçons au monde sur ces sujets. Pourtant ce sont bien les États-Unis qui sont les champions du monde de l'incarcération (1% de la population est en prison dont 60% de Noirs, alors qu'ils ne sont que 12% de la population), avec un système judiciaire barbare (où l'accusé est présumé coupable, à lui de prouver le contraire s'il en a les moyens). C'est aux États-Unis que les libertés individuelles sont suspendues depuis le 11 septembre 2001, permettant à l'administration d'espionner tout citoyen et de l'incarcérer sans procès simplement en le déclarant « ennemi combattant ». C'est là où existent des prisons clandestines gérées directement par la police, où la torture est permise par l'Etat, etc.

C'est là-bas aussi que le président Bush n'a pas été élu par les électeurs, mais par des juges. Et, de toute façon, la majorité des citoyens ne vote pas. On pourrait penser qu'il n'a de leçons à donner à personne. Et pourtant, il en donne et se plaint !

Il parle donc d'autre chose : ses droits de l'homme à lui ne sont pas les nôtres, sa démocratie à lui n'est pas la nôtre.

Mais alors, de quoi parle-t-il donc ?

Les mots ont un sens : les « droits » de l'homme dont il parle veut dire le droit d'accaparer, le droit d'exploiter, le droit de spolier. Et sa soi-disant démocratie, c'est simple, c'est la protection des « droits » de l'homme version G. Bush.

On comprend mieux ainsi qu'il se plaigne avec amertume qu'en Chine, en Iran, en Corée du Nord, à Cuba, etc, ce droit-là, justement, n'existe pas, que cette démocratie-là, justement, n'existe pas non plus.

C'est quand même plus clair comme ça !

Doc.

RESISTANCE

Journal de la cellule Pierre Simonot

Le journal de la cellule Pierre Simonot a modifié légèrement son aspect.. Il n'est pas paru en juillet et août. Les trois numéros précédents sont disponibles sur notre site internet.

Parti Communiste Français - Fédération du Nord - Section de Lille

88 boulevard Victor Hugo 59000 Lille 03 20 60 32 02

pierresimonot@laposte.net

<http://pierresimonot.gauchepopulaire.fr/index.php/>

Directeur de publication : Daniel Rougerie

Imprimé par nos soins